

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Béji Caïd Essebsi, président de la République tunisienne, sur les relations entre la France et la Tunisie, à Paris le 7 avril 2015.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, messieurs, c'est avec beaucoup de plaisir que j'accueille le président tunisien, le président ESSEBSI. J'ai le sentiment de ne pas l'avoir quitté puisque j'étais à Tunis il y a à peine dix jours, dans une manifestation imposante qui marquait une solidarité après une terrible épreuve qui était celle de l'attentat du Bardo. Dans cette manifestation, nous étions côte à côte, symbolisant ainsi, l'amitié entre nos deux pays, qui lorsqu'ils sont touchés par un acte terroriste, un attentat, sont ensemble. Côte à côte pour faire face aux épreuves. Je n'oublie pas non plus ce qu'a été la solidarité du peuple tunisien lorsque nous-mêmes, nous avons fait face, au début du mois de janvier, à une épreuve, avec ces lâches attentats où des Tunisiens eux aussi, avaient été victimes.

Nous sommes deux pays liés par l'histoire, et deux pays qui veulent construire ensemble l'avenir. La Tunisie est un pays qui est regardé comme celui où est né « le printemps arabe ». Comme le dit le président ESSEBSI il faut aussi que la Tunisie réussisse son propre printemps. C'est également la responsabilité de la France de pouvoir accompagner la Tunisie en respectant sa pleine souveraineté dans les choix qui sont les siens, pour que la Tunisie puisse avoir tout l'appui nécessaire pour réussir son propre développement.

Je veux rendre hommage au président tunisien pour l'action qui a été la sienne, je l'avais rencontré en 2011, je n'étais pas encore dans la fonction que j'occupe aujourd'hui, mais il était le Premier ministre de la Tunisie au moment où elle faisait ses premiers pas dans la transition démocratique, aujourd'hui il est le président de tous les Tunisiens, et il a réussi à réconcilier son pays, à le rassembler.

Je veux une fois encore, à l'occasion de cette visite d'Etat, lui démontrer que la France peut, par de multiples façons, assurer la coopération exemplaire que la Tunisie attend de la France.

Coopération dans les domaines de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme, nous avons déjà engagé depuis plusieurs mois cette politique ensemble, et nous la renforcerons notamment pour la sécurité de la frontière tunisienne et pour l'échange d'informations de renseignement.

Coopération économique, financière, nous allons réussir à engager une conversion de dette à hauteur de 60 millions d'euros, et c'est, au-delà de la somme, l'expression de ce que l'imagination parfois en matière financière, peut accomplir puisque cette conversion de dette permettra d'assurer le financement de projets. Mais d'ores et déjà, il y a aussi de nombreuses opérations qui ont été menées à bien et la France continuera à apporter sa solidarité financière.

Mais la France doit faire plus que cela, elle doit mobiliser l'Europe, mobiliser la communauté internationale pour la Tunisie, et le président ESSEBSI aura l'occasion de participer au G7 à l'invitation de la Chancelière MERKEL pour que nous puissions justement, mettre les actes en conformité avec les paroles, qui avaient été prononcées dans un G8 lorsque la Tunisie a connu la révolution.

Coopération également que nous voulons exemplaire en matière culturelle. Un accord a été signé

entre les deux ministres et nous allons promouvoir ce qui fait notre richesse commune. D'abord nos musées, je veux avoir une parole forte à l'égard du Musée du Bardo touché par l'attentat, mais qui est l'un des plus beaux musées du monde. Je n'ose pas dire le plus beau puisque nous avons aussi d'autres musées en France, mais nous avons une coopération là aussi qui va être exemplaire. Aussi pour la création, pour la diversité culturelle, et pour les valeurs que la culture porte notamment d'égalité entre les femmes et les hommes et aussi de liberté.

Coopération également en matière universitaire, 15 000 Tunisiens viennent ici suivre leurs études à la suite finalement de ce qu'avait été votre propre parcours monsieur le président, il y a quelques années. Nous voulons que cette coopération soit à la fois quantitative en nombre d'étudiants accueillis mais aussi qualitative, dans le suivi d'études de très haut niveau et de coopération scientifique. Nous y parvenons d'ailleurs avec la reconnaissance mutuelle des diplômes.

Puis, il y a la coopération économique et touristique au sens où les entreprises françaises sont déjà fortement présentes en Tunisie, non seulement elles le demeureront mais elles accentueront encore leurs investissements. Pour le tourisme nous avons pleine confiance dans l'activité touristique en Tunisie qui est une richesse pour les Tunisiens mais une richesse également, pour tous les visiteurs de la Tunisie. Voilà monsieur le président. Nous avons également abordé les questions internationales ensemble, nous continuerons de le faire au cours de cette visite d'Etat, notamment sur ce que nous avons à porter comme message en Lybie, réconcilier, rassembler l'ensemble des fractions de manière à ce qu'il puisse y avoir là aussi, une transition qui puisse s'opérer. Nous avons parlé, à l'évidence, de la situation également en Syrie, en Irak, questions aussi de la paix en Palestine. Bref, nous avons tous ces sujets en commun et nous les portons ensemble. Nous sommes deux pays liés par l'histoire, deux pays amis, deux pays qui veulent agir ensemble pour non seulement la région, la Méditerranée, mais pour le monde, parce que nous sommes deux pays où la tradition révolutionnaire s'est confirmée dans un processus démocratique que nous voulons exemplaire.

Monsieur le président.

Béji Caïd ESSEBSI, président tunisien : Merci monsieur le président, d'abord pour votre invitation, elle est une invitation d'amitié. Vous avez eu l'élégance monsieur le président de rappeler que vous avez l'impression qu'on ne s'était pas quittés. Je voulais vous dire que moi, mon impression c'est de n'avoir jamais quitté la France depuis 1949, où j'ai mis mon premier pied ici. C'est un plaisir renouvelé.

Aujourd'hui je suis venu ici, pour apporter à la France un message d'amitié. C'est vrai que nous avons eu des moments douloureux dans notre histoire, mais nous avons su toujours les surmonter. Et même la période pendant soixante quinze ans où la France était en Tunisie, nous sommes le seul pays à avoir terminé cette période dans l'amitié et dans la coopération renouvelée. C'est peut-être le seul cas dans l'histoire après de telle période et de tel passé.

Donc, vous avez rappelé que tout à l'heure nous avons eu un dialogue fructueux à mon sens.

Nous avons envisagé toutes les questions qui peuvent se poser. Mais entre la Tunisie et la France, il est facile de parler puisque très souvent nous sommes sur la même ligne, et nous avons toujours réitéré nos positions qui se retrouvent, que ce soit sur le plan des problèmes bilatéraux ou sur les problèmes internationaux.

C'est vrai que notre pays est dans un moment très « intéressant », entre guillemets, un moment très particulier. Nous avons d'abord eu une révolution, et il me plaît de rappeler que les Français ont le mieux compris le sens de cette révolution-là. C'est une révolution qui n'a pas de semblable dans l'histoire parce qu'elle a été faite par des jeunes. C'est la jeunesse de la Tunisie qui a ouvert pour cette révolution. Une jeunesse qui n'avait pas d'encadrement, qui n'avait pas de leadership, qui n'avait pas d'idéologie, qui n'avait pas ni référence islamique, ni référence politique. C'est une révolution qui a été faite pour la liberté et pour la dignité et dans la dignité il y a le contenu social.

C'est vrai qu'en Tunisie nous avons beaucoup de chômeurs pour un petit pays, nous avons dans certaines régions de la pauvreté et nous en avons dans certaines régions qui ne sont pas

intégrées dans le circuit économique, qui sont marginalisées.

L'uvre est immense, mais nous envisageons notre travail, notre rôle avec beaucoup de courage et beaucoup de lucidité. Il nous faut maintenant, après avoir réussi ce parcours sur les problèmes économiques, dire que nous sommes un pays en voie de démocratisation. Parce que la démocratie ne s'impose pas, elle se pratique, et nous sommes au début d'un processus évolutif qui va, j'en suis sûr, aboutir à une gouvernance que nous admettons tous.

C'est vrai que nous sommes au milieu du gué. Nous avons fait cela, nous avons actuellement un président élu pour la première fois au suffrage universel, nous avons un Parlement qui est aussi élu mais avec des partis divers, et nous avons un gouvernement qui a un large soutien de la part du Parlement. Donc, un message de stabilité et un message de durée. Mais, c'est vrai que nous ne sommes qu'au milieu du gué, parce que, comme disait Saint Thomas d'Aquin « il faut un minimum de bien être pour pratiquer la vertu ».

Et si la démocratie est la vertu, il faut ce minimum de bien être que tous les pays n'ont pas, en tout cas la Tunisie ne l'a pas encore. Et c'est pour cela que notre parcours va aller dans le sens d'un développement économique et social, et que pour ce développement, nous avons un préalable : assurer la sécurité c'est-à-dire combattre le terrorisme. Et dans ce domaine, vous et nous, monsieur le président, nous savons à quoi nous en tenir, et nous devons ensemble être solidaires pour combattre ce fléau où la Tunisie n'avait pas de précédent dans son histoire.

Mais la Tunisie se trouve dans une région géostratégique et dans cette région-là malheureusement, nous avons maintenant subi des contrecoups de ce terrorisme qui est plutôt régional et même maintenant qui déborde de la Méditerranée. Il est là en France. Aucun pays ne peut se dire à l'abri de ce fléau-là. Donc c'est un problème général, c'est un problème de la Tunisie et de la France parce que nous en avons été les victimes directes et je veux, en ces circonstances, saluer la mémoire des quatre Tunisiens qui sont morts ici à Paris, mais aussi rendre un devoir de mémoire aux quatre Français qui sont morts et payé de leur vie l'amitié tuniso-française au Bardo il y a quelques jours, le 19 mars.

Donc vous étiez là, et je vous en remercie. Et la Tunisie était là aussi représentée par le gouvernement d'alors, mais c'était le gouvernement de la Tunisie.

Sur les autres plans économiques et sociaux, nous en avons parlé Monsieur le président, je ne veux pas insister, nous sommes tout à fait d'accord sur les lignes que nous avons adoptées, la coopération sur le plan économique, la coopération sur le plan militaire, sur le plan sécuritaire, ce n'est pas de mon domaine, la constitution tunisienne rend actuellement ces problèmes-là du domaine du président du Conseil. Mais évidemment nous avons une responsabilité générale, c'est-à-dire le magistère, et il semble que j'en use beaucoup, mais c'est cela ma responsabilité. Et j'espère en tout cas, que la visite que je rends ici, en Tunisie, renforcera davantage l'amitié traditionnelle qui a toujours existée entre nos deux pays. Et j'espère que la visite que vous avez rendue le 19 mars n'est pas la visite appropriée, nous avons besoin que vous rendiez visite à Tunis et je vous invite officiellement à rendre visite à la Tunisie pour justement que les Tunisiens sentent, et les Français aussi, que les relations entre nos deux pays sont des relations indéfectibles.

Merci Monsieur le président pour votre hospitalité, merci pour votre invitation, et j'espère que l'avenir sera à la hauteur de nos ambitions.

Journaliste : Monsieur le Président, la France va aider la Tunisie, notamment économiquement, militairement, jusqu'où et de quelle façon ? Et si vous permettez une question personnelle, est-ce que, vous avez parlé du tourisme, est-ce que vous comptez passer quelques jours en Tunisie ?

LE PRESIDENT : J'ai déjà fait trois voyages en Tunisie, depuis que je suis Président de la République. J'en avais fait un autre avant que je ne le devienne. Je sais ce qu'il me reste à faire, donc venir régulièrement en Tunisie. Une fois encore j'appelle tous mes compatriotes qui aiment la Tunisie à y venir parce que c'est un beau pays, et qu'ils y sont toujours bien accueillis.

Comment allons-nous aider davantage la Tunisie ? Par des moyens financiers, que nous avons déjà mis en place et par des initiatives originales, que nos ministres des Finances ont pu concevoir avec ces conversions de dette, qui permettent justement d'avoir immédiatement des projets d'investissement

projets d'investissement.

Deuxièmement, la meilleure aide que nous puissions apporter à la Tunisie, c'est de convaincre les entreprises françaises d'agir et d'investir. Je sais que vous aurez de nombreux contacts avec les chefs d'entreprise, français, ce soir à l'occasion aussi du dîner d'Etat, je les ai invités, nombreux, pour qu'ils puissent continuer à travailler avec la Tunisie.

Et puis il y a ce que la France peut faire, et va faire, pour mobiliser la communauté internationale, j'ai évoqué la réunion du G7 qui se tiendra en Allemagne, et également de ce que nous pouvons faire avec les grandes institutions financières, la BERD notamment, qui va investir et qui va prêter pour que la Tunisie puisse mener à bien ses projets.

Il y a aussi l'Europe, l'Europe qui avait salué la Révolution tunisienne, qui avait accompagné le processus, et qui maintenant doit être au rendez-vous. Comme l'a dit le Président, il y a un cadre qui a été fixé, une constitution qui a été votée, des institutions qui se mettent en place, un Président élu, une nouvelle Assemblée, un gouvernement formé. L'Europe doit être aux côtés de la Tunisie, et la France sera, si je puis dire, l'ambassadeur de la Tunisie en Europe.

QUESTION : Question aux deux Présidents, si vous le permettez. Vous avez évoqué, parmi les sujets, la lutte contre le terrorisme et la coopération tripartite avec les Emirats Arabes Unis, est-ce qu'on peut imaginer, comme cela s'est fait au Liban, avec l'Arabie Saoudite, des livraisons d'armes françaises à la Tunisie, payées par les Emirats, est-ce que c'est un sujet sur lequel vous avez avancé, discuté ? Merci.

Béji Caïd ESSEBSI : On ne peut pas parler de choses qui n'ont pas été réalisées. Lorsque nous avancerons sur ce domaine, comme sur d'autres, nous aurons des commentaires peut-être à faire, mais en réalité, le plus important, ce sont les relations entre la France et la Tunisie, c'est de ces relations dont il s'agit aujourd'hui. Je suis personnellement satisfait de nos relations, je suis satisfait de notre coopération. Je suis aussi satisfait des perspectives de ces relations-là, bien entendu ces relations dépendront de beaucoup d'éléments, le développement de ces relations dépendra de beaucoup d'éléments, mais de toute façon entre la Tunisie et la France, ce sont des relations qui remontent très loin dans l'histoire, qui sont de très bonnes relations dans le présent, et qui ouvrent des perspectives importantes.

LE PRESIDENT : C'est la Tunisie qui choisit elle-même de savoir comment elle veut être accompagnée et par qui. Nous nous serons toujours, quels que soient les choix de la Tunisie, aux côtés de la Tunisie.

QUESTION: Le ministre des Affaires étrangères tunisien avait parlé de la liberté de circulation entre la Tunisie et les pays européens, or est-ce que vous en avez parlé, est-ce qu'il y a une procédure pour alléger progressivement le Visa Schengen sur les ressortissants tunisiens ? Et une seconde question sur la coopération militaire, est-ce qu'il y a quelque chose de concret, est-ce qu'il y a un chiffre avancé, est-ce qu'il y a un protocole d'accord sur les aspects militaires, ou pas encore ?

LE PRESIDENT : En matière militaire, quelquefois, mieux vaut rester dans une relative discrétion, et sur les moyens que nous utilisons, et sur les financements que nous pouvons trouver. Il y a, soyez-en sûr, une bonne coopération, sur le plan des moyens matériels que nous pouvons mettre en œuvre pour lutter contre le terrorisme et assurer la sécurité de la frontière. Voilà ce que je voulais dire. C'est une demande qui nous a été adressée, notamment par le Président ESSEBSI, encore récemment. Nous sommes attentifs à pouvoir y répondre de la meilleure des manières. Voilà ce que je pouvais dire sur les aspects militaires.

Sur le reste, notamment ce que nous pouvons faire pour la libre circulation, favoriser un allègement d'un certain nombre de procédures, je me suis engagé, d'ailleurs je m'étais exprimé devant l'Assemblée constituante tunisienne en disant que nous allons travailler à améliorer la délivrance des visas, éviter qu'il y ait des contrôles qui ne sont pas utiles, et en même temps nous avons à lutter contre le terrorisme. Mais nous sommes conscients que, compte tenu de ce qui peut se produire, des déplacements qu'un certain nombre d'individus peuvent faire, et pas pour mener à bien des études, donc nous sommes attentifs à ce que nous restions sur un haut domaine de vigilance.

QUESTION: Une question pour le Président François HOLLANDE, si vous me le permettez. Cette

semaine sera également marquée par la visite du Premier ministre Indien MODI, je voulais savoir si vous pensiez, vous espériez, qu'un accord sur la vente d'avions Rafale, dont les négociations semblent se tendre, soit conclu avant ou pendant cette visite ? Et si vous me permettez une question d'actualité française, Monsieur le Président, l'ancien maire de Tours, Monsieur GERMAIN, a été retrouvé mort ce matin, son corps a été retrouvé, il semblerait qu'il s'agisse d'un suicide, je voulais savoir quel était votre sentiment car c'était un proche, merci.

LE PRESIDENT : Sur l'Inde, le Premier ministre MODI vient à Paris vendredi, nous aurons des discussions sur le sujet que vous avez évoqué et il n'y aura pas d'annonce qui sera faite avant. Je ne veux pas, d'ailleurs, que la visite du Premier ministre Indien puisse être mise en rapport avec un contrat, même si nous y travaillons, parce que ce que nous voulons faire avec le Premier ministre Indien, c'est intensifier encore notre relation et nos échanges, nos rapports politiques, et je ne veux pas qu'on puisse résumer cela simplement à la question du Rafale.

Ensuite, il y a la mort d'un homme, Jean GERMAIN, qui a mis fin à ses jours, c'est un drame terrible, qu'un homme puisse se supprimer parce qu'il ne veut pas que son honneur puisse être atteint. Je partage donc l'émotion qui est celle de beaucoup de ses proches, bien sûr des tourangeaux, puisqu'il avait été leur maire pendant de longues années, c'était également un parlementaire apprécié pour la qualité de ses interventions. C'est donc un moment de tristesse, et j'adresse à sa famille toutes mes condoléances. Un grand élu vient de disparaître, dans des conditions qui sont particulièrement cruelles. Pas d'autre commentaire à faire.

Je veux terminer quand même sur une note tunisienne. Je pense à tous les Tunisiens qui vivent en France, et aussi aux Français qui sont en Tunisie, parce que nos rapports ne sont pas faits que de relations politiques, même étroites, ou d'amitié entre chefs d'Etat, c'est aussi une relation humaine qui unit la France et la Tunisie, et que l'on sache bien que ces Tunisiens qui vivent en France sont très heureux aujourd'hui de savoir que vous êtes là, Monsieur le Président.

Béji Caïd ESSEBSI : Monsieur le Président, puisque vous avez évoqué ce sujet que je voulais éviter, je voudrais aussi rappeler que la majorité des Tunisiens qui sont ici en France sont des Français et que, évidemment, à ce titre, ils ont droit à un traitement égal. Ils ne sont pas tous contents, mais la majorité est contente. Personnellement je les salue et leur dis très franchement, ils sont dans un pays qui est à moitié le leur, à moitié le nôtre, ils doivent respecter les lois de ce pays, quel que soit l'inconvénient qu'on a les respecter. Je ne veux pas que l'on évoque la religion, la religion n'a rien à faire dans cette affaire, d'ailleurs peut-être fallait-il faire de la pédagogie et faire la différence entre musulmans et islamisme. L'islamisme c'est un mouvement essentiellement politique, qui instrumentalise la religion à des fins d'accès au pouvoir par des moyens d'utilisation de la force. L'Islam n'a rien à voir avec ça, c'est une religion d'ouverture, c'est une religion qui accepte de cohabiter avec les autres religions. Il y a un verset du Coran qui est clair : vous avez votre religion, j'ai la mienne. Vous ne pouvez pas me demander de prier dans votre direction, je ne vous demande pas de prier dans la mienne, mais nous devons cohabiter ensemble parce que nous admettons tous le même Dieu. Je dis à mes concitoyens, continuez à vivre dans ce pays qui vous accueille, respectez ses lois, mais restez de bons musulmans.